



POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine
75186 PARIS CEDEX 04

ACCORD-CADRE DE PRESTATION

**Prestation d'impression des documents à en-tête pour le
Centre des monuments nationaux**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

ACCORD-CADRE N° : 25-130-54

PROCEDURE DE PASSATION :

Marché passé en procédure adaptée en application des articles R. 2123-1.1° ; R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR : Centre des monuments nationaux – Hôtel de Sully – 62, rue Saint-Antoine – 75186 PARIS CEDEX 04, représenté par Madame Marie LAVANDIER, agissant en qualité de Présidente du Centre des monuments nationaux.

SERVICE GESTIONNAIRE : Services du siège et monuments du réseau du CMN

Sommaire

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	4
ARTICLE 1.1 – PREAMBULE	4
ARTICLE 1.2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 1.3 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 1.4 – FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE	6
ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE	7
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES	7
ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	7
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A EXECUTER	7
ARTICLE 5.1 – GENERAL	7
ARTICLE 5.2 – BON A TIRER	8
ARTICLE 5.3 – SOLUTION WEB-TO-PRINT	8
ARTICLE 5.4 – LIVRAISON	9
ARTICLE 5.5 – STATISTIQUES	9
ARTICLE 6 – PRIX, CONTENU ET VARIATION	9
ARTICLE 6.1 – FORME ET NATURE DES PRIX	9
ARTICLE 6.2 – VARIATION DES PRIX	10
ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT	11
ARTICLE 7.1 – MODALITES DE PAIEMENT	11
ARTICLE 7.2 – PRODUCTION DES FACTURES	11
ARTICLE 7.3 – DELAI DE PAIEMENT	11
ARTICLE 8 – PENALITES	12
ARTICLE 9 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS	12
ARTICLE – 10 ASSURANCE	13
ARTICLE 11 – MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE	13
ARTICLE 11.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE	13

ARTICLE 11.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D’EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 12 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 12.1 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE	14
ARTICLE 12.2 – RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE	14
ARTICLE 12.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L’ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 12.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L’ACCORD-CADRE	14
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	15
ARTICLE 14 – LITIGES	15
ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE	15
ARTICLE 16 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	16
ARTICLE 16.1 – QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »	17
ARTICLE 16.2 – DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D’ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN	17
ARTICLE 16.3 – COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT	17
ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	18

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

ARTICLE 1.1 – PREAMBULE

Premier opérateur culturel public français, le Centre des monuments nationaux (CMN) est un établissement public administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication.

Il conserve, restaure, gère, anime, ouvre à la visite une centaine de monuments nationaux propriété de l'État, au nombre desquels : l'abbaye du Mont-Saint-Michel, les châteaux d'Angers et d'Azay-le-Rideau, le château et les remparts de la cité de Carcassonne, l'Arc de triomphe et la Sainte-Chapelle, pour n'en citer que quelques-uns. Tous illustrent par leur diversité, la richesse du patrimoine français de toutes les époques : abbayes, châteaux, grottes préhistoriques, sites archéologiques...

Le Centre des monuments nationaux a pour mission d'assurer en tant que maître d'ouvrage, la conservation, la restauration et l'entretien des monuments placés sous sa responsabilité mais aussi de les mettre en valeur d'en développer l'accessibilité au plus grand nombre et d'assurer la qualité de l'accueil. Il favorise avec près de 200 manifestations par an la participation des monuments nationaux à la vie culturelle et au développement du tourisme, en concertation avec les directions régionales des affaires culturelles, les collectivités territoriales et les réseaux d'institutions culturelles.

Le Centre des monuments nationaux assure, en outre, une mission d'éditeur public sous la marque Éditions du patrimoine. Il contribue ainsi fortement à la connaissance et à la promotion du patrimoine par l'édition de guides de visite, de beaux livres - ouvrages photographiques et ouvrages de vulgarisation -, de monographies d'architectes ou d'édifices, de textes théoriques, techniques ou scientifiques, de livres pour enfants, d'ouvrages pour aveugles et malvoyants et pour sourds et malentendants.

- Département des affaires juridiques et immobilières

Description des principales missions en lien avec le présent accord-cadre : le département des affaires juridiques et immobilières du Centre des Monuments Nationaux a pour vocation d'élaborer et de mettre en œuvre la politique des achats de l'établissement selon les cinq objectifs de la commande publique : la recherche de gains économiques, l'accès des PME à la commande publique, la performance environnementale, la performance sociale et l'innovation. A ce titre, le département des affaires juridiques et immobilières contribue à la mise en place de supports contractuels mutualisés pour le réseau de monuments et les directions métiers du siège tels que le présent accord-cadre pour répondre à des besoins ponctuels ou récurrents.

ARTICLE 1.2 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les modalités de passation et d'exécution des bons de commande à conclure ultérieurement concernant les prestations d'impressions de documents à en-tête pour le Centre des monuments nationaux :

Les prestations objet de l'accord-cadre sont détaillées à l'article 5 du présent CCP.

ARTICLE 1.3 – ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

ARTICLE 1.4 – FORME DE L'ACCORD-CADRE

Marché passé en procédure adaptée en application des articles R. 2123-1.1° ; R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal mais comporte un montant maximal annuel de 35.000 € HT.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande.

Les variantes ne sont pas autorisées au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 2 – MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DU MARCHÉ

ARTICLE 2.1 – DISPOSITIONS GENERALES

Les prestations font l'objet de bons commandes notifiés au fur et à mesure des besoins.

Des dispositions administratives particulières applicables à un nouveau besoin peuvent être intégrées dans le corps dudit bon de commande. Elles ne peuvent être invoquées par les différentes parties de l'accord-cadre que dans le cadre de ce seul bon de commande.

En toute hypothèse et sous peine de nullité, ces dispositions supplémentaires ne doivent en aucun cas constituer une modification substantielle des termes fixés au sein du présent accord-cadre.

ARTICLE 2.2 – DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Le délai maximum d'exécution est de 5 jours ouvrés à réception du bon de commande, et sauf acceptation d'un délai de livraison différent lors de la formalisation de la commande.

Il est précisé que :

- Le délai de 5 jours ouvrés s'entend hors délai de réalisation du bon à tirer (BAT) pour le 1er tirage. Le délai de réalisation du BAT est de 2 jours ouvrés.
- Le(s) bon(s) de commande(s) pourront continuer à s'exécuter au-delà de la date de validité de l'accord-cadre dans une limite de 3 mois seulement dans le cas où, celui-ci aurait été engagé par le pouvoir adjudicateur durant la date de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution courent à compter de la réception du bon de commande et ses éventuels éléments annexés (documents et fichiers définitifs) nécessaires à l'exécution des prestations par le Titulaire.

ARTICLE 2.3 – NOTIFICATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations font l'objet de bons de commande qui seront notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix unitaires mentionnées dans son offre.

Le bon de commande mentionne notamment :

- nom et adresse du titulaire,
- référence et objet de l'accord-cadre,
- le lieu de livraison,
- le délai d'exécution,
- les références nécessaires à la dépose des factures sur CHORUS Pro
- les prestations commandées,
- les quantités,
- montant total H.T. et T.T.C.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'à la fin de l'accord-cadre et par tout moyen.

Il n'est imposé aucun montant minimum de commande, toutefois et dans un souci de préservation de l'environnement, le Centre des Monuments Nationaux s'engage tant que faire se peut à limiter les commandes de très faible volume.

Toute prestation exécutée avant la date de notification du bon de commande conclu sur le fondement de l'accord-cadre reste à la charge du Titulaire, sans recours possible contre le pouvoir adjudicateur

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES CORRESPONDANTS DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET DU TITULAIRE

ARTICLE 3.1 – CORRESPONDANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le représentant du pouvoir adjudicateur chargé du suivi général de l'exécution de l'accord-cadre est le Chef du pôle achat public : marches-publics@monuments-nationaux.fr

Le suivi d'exécution et de facturation des bons de commandes est réalisé au niveau de chaque service émetteur de la commande.

Leurs coordonnées seront transmises à la notification de l'accord-cadre.

ARTICLE 3.2 – CORRESPONDANT DU TITULAIRE

Afin de faciliter l'exécution des prestations et pour assurer un suivi de qualité des bons de commande conclus sur le fondement du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur les coordonnées précises d'un correspondant (nom, adresse, téléphone, e-mail). Il est l'interlocuteur privilégié du Centre des monuments nationaux.

Tout changement d'interlocuteur durant l'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande doit être communiqué au représentant du pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS GENERALES

Le titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution et sujétions. En conséquence, il doit avoir sollicité toute information complémentaire dont il ressent le besoin.

Le titulaire s'engage formellement à mettre en œuvre tous les moyens permettant d'aboutir au succès de ses prestations. **Il a une obligation de moyens envers le Centre des monuments nationaux et s'engage à consacrer ses compétences et ses expériences à l'exécution des prestations qui lui sont confiées.**

ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à traiter de manière confidentielle toute information liée à l'exécution des bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations à des tiers sans l'accord exprès préalable du Centre des monuments nationaux.

En cas de violation de ces obligations, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire au titre de l'article 12 du présent accord-cadre.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS A EXECUTER

ARTICLE 5.1 – GENERAL

Les prestations d'impression et de livraison des documents à en-tête concernent les directions et monuments du Centre des monuments nationaux. La liste indicative des documents à en-tête à imprimer dans le cadre de cet accord-cadre est fournie au BPU.

Les impressions à en-tête du Centre des monuments nationaux sont soumises à une charte graphique dont l'établissement reste l'unique propriétaire. Le titulaire est tenu de la respecter pour l'ensemble des travaux d'impressions qui lui seront confiés.

Le titulaire devra faire les mises au format nécessaires à partir des fichiers sources transmis « *charte graphique* », à tous les formats d'enveloppes. Le cas échéant le titulaire prendra contact avec le service communication du Centre des Monuments Nationaux pour plus de précisions.

Le titulaire devra fournir le papier nécessaire à la réalisation des prestations. Ce papier devra être certifié par un écolabel issu de forêt gérée durablement et/ou recyclé.

ARTICLE 5.2 – BON A TIRER

Pour chaque prestation, le Titulaire procède à la fabrication et à la présentation au CMN de Bons à Tirer (BAT).

Le CMN contrôle la conformité du BAT au regard des spécifications du présent CCP.

En cas de non-conformité du BAT, le CMN peut demander au titulaire des ajustements. Dans ce cas, de nouveaux BAT sont alors réalisés par le Titulaire et ce jusqu'à leur acceptation par le CMN.

Lorsque les BAT sont acceptés par le CMN, ils sont datés et visés par le CMN et tiennent lieu de « bon à tirer » (BAT) dont un exemplaire est conservé par le Titulaire.

L'acceptation des BAT fait l'objet d'une approbation écrite du CMN par voie électronique.

En cas de litige, seuls les BAT dûment approuvés et conservés par le CMN feront foi.

Le délai de réalisation des BAT est de deux jours ouvrés.

ARTICLE 5.3 – SOLUTION WEB-TO-PRINT

Le Centre des Monuments Nationaux se réserve la possibilité de commander dans le cadre de cet accord-cadre une solution « *web-to-print* » qui sera mise à disposition par le titulaire. Cette solution devra intégrer la charte graphique du Centre des Monuments Nationaux et permettre la création d'un « catalogue en ligne » de l'ensemble des produits personnalisables qui peuvent être commandés dans le cadre de l'accord-cadre.

La solution mise en place devra permettre une organisation déconcentrée avec le référencement de différents services émetteurs de la commande et adresses de livraison, tout en assurant la sécurité et la confidentialité des données.

Cette solution devra pouvoir être mise en place sans aucun investissement informatique ou autre.

En sus, cette solution devra permettre à minima :

- de rédiger et valider le BAT,
- de passer des commandes,

- de disposer d'accès (identifiant et mot de passe) par service émetteur de la commande,
- d'un accès (identifiant et mot de passe) pour le service acheteur (cet accès doit permettre d'avoir une visibilité sur l'ensemble des opérations effectuées par les services émetteurs de la commande).
- de disposer de reporting permettant l'extraction de données à minima sur, les quantités commandées, les dates de commande, le nom du service émetteur de la commande, et la prestation réalisée

Les frais d'installation relative à la mise en place de cette solution sont ceux inscrits sur le bordereau des prix unitaires. Ils ne seront facturés qu'une seule fois au pouvoir adjudicateur, à la mise en place du 1^{er} abonnement, indépendamment du nombre de services émetteurs et/ou d'utilisateurs, durant la durée de l'accord-cadre.

En cas de mise en place de cette solution, le Centre des Monuments Nationaux prendra l'attache du titulaire pour voir les modalités de mises en œuvre et les délais de paramétrage.

ARTICLE 5.4 – LIVRAISON

Les livraisons s'effectuent en France métropolitaine, dans l'ensemble du réseau des services et monuments du Centre des monuments nationaux (cf. annexe : liste indicative des sites du Centre des monuments nationaux), dans les conditions indiquées sur le bon de commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué sur le bon de commande est à la charge du titulaire et ne peut être facturée au destinataire.

Les frais de transport afférents à la prestation sont ceux indiqués par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 5.5 – STATISTIQUES

Le titulaire transmet, sur demande du Centre des Monuments Nationaux, à minima annuellement et à titre gracieux, un rapport d'activité comportant notamment :

- L'état détaillé et annuel des consommations par produit et service (quantité et prix).
- Les éléments nécessaires au recensement et à la déclaration de l'éco-contribution auprès de l'organisme chargé de la collecte (CITEO).

Cet état sera transmis dans un format tableur exploitable de type .xls.

Dès la date de fin de l'accord-cadre, un dernier état récapitulatif général est transmis sur sa durée totale.

ARTICLE 6 – PRIX, CONTENU ET VARIATION

ARTICLE 6.1 – FORME ET NATURE DES PRIX

Les bons de commandes conclus sur la base du présent accord-cadre seront traités à prix unitaires appliqués aux quantités réellement livrées et acceptées par le Centre des monuments nationaux.

Les prix sont ceux fixés par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations y compris les coûts et risques liés au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les sujétions et contraintes telles qu'énoncées dans les bons de commande (modalités d'accès et de sécurité).

Le taux de T.V.A. applicable est celui en vigueur à la date de facturation des prestations.

ARTICLE 6.2 – VARIATION DES PRIX

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « M0 ».

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année, soit pour une durée de douze (12) mois à compter de la notification. Ils sont révisables annuellement, à la demande du titulaire dans un délai de deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire transmet, lors de sa demande de révision, le BPU révisé et les détails du calcul des prix révisés.

Le correspondant du Centre des Monuments Nationaux fait connaître au titulaire son acceptation ou son refus dans un délai maximal de dix jours calendaires à compter de la réception du nouveau tarif.

En l'absence de réponse du Centre des Monuments Nationaux au terme du délai susmentionné, le nouveau tarif est considéré comme accepté et entre en vigueur à la date de reconduction de l'accord-cadre. L'ajustement peut s'opérer à la hausse comme à la baisse.

En cas de refus, le correspondant du Centre des Monuments Nationaux présente ses observations motivées par lettre recommandée. Le titulaire dispose d'un délai de dix jours calendaires à compter de la date de réception des observations pour y répondre et présenter le cas échéant un nouveau tarif.

A la réception de la réponse du titulaire, un nouveau délai de dix jours calendaires commence à courir.

Si aucun accord ne peut intervenir, l'accord-cadre pourra être résilié par le Centre des Monuments Nationaux sans indemnité.

Les prix ainsi révisés restent fermes entre chaque révision.

La révision s'effectue selon la formule suivante :

$$P_r = P_0 \times \left[\frac{I_n}{I_0} \right]$$

Où

P₀ = prix initial ;

P_r = prix révisé

I_n le dernier « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction. Prix de marché – Base 2021 – Données

mensuelles brutes – Identifiant 010764130 » disponible à la date de révision sur le site Internet de l'Insee.

/o le dernier « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction. Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764130 » disponible au mois M0.

Les valeurs In et Io sont réputées avoir été établies sur la base des indices connus du mois de la remise de l'offre.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 7.1 – MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations exécutées feront l'objet d'une présentation de facture après « service fait », à l'ordre du Centre des monuments nationaux et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- son objet,
- les produits commandés, et leur quantité
- la date de livraison,
- le montant HT et TTC des prestations,
- le taux et le montant de la T.V.A.,

ARTICLE 7.2 – PRODUCTION DES FACTURES

Les factures sont obligatoirement déposées sur Chorus Portail Pro (site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>), conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les identifiants du Centre des Monuments Nationaux sont les suivants :

- SIRET : VOIR NOTIFICATION
- Service exécutant : VOIR NOTIFICATION
- N° d'EJ (engagement juridique) : VOIR BON DE COMMANDE

ARTICLE 7.3 – DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires, mentionnés à l'article L.2192-13, applicable en cas de retard de paiement est égal au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de

calendrier du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires commencent à courir augmentés de huit (8) points de pourcentage.

Conformément à l'article D.2192-35 du code de la commande publique, en cas de retard de paiement des factures, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement, est due au titulaire.

Ce montant forfaitaire s'ajoute aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités. L'indemnité doit être mentionnée par le titulaire, sur chaque facture concernée, elle est due par facture.

ARTICLE 8 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG de référence, et en cas de dépassement des délais contractuels, le titulaire encourt les pénalités ci-dessous, sans mise en demeure préalable sauf indication contraire.

Objet	Pénalité
Livraison non conforme au BAT validé ou à la commande passée par le Centre des Monuments Nationaux	50 € / jour de retard
Retard de livraison d'une commande	20 € / jour de retard

ARTICLE 9 – VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, les opérations de vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre des Monuments Nationaux à chaque livraison (envoi de fichier par voie électronique, et, le cas échéant, envoi de la version papier).

Les opérations de vérifications mentionnées ont pour objet de permettre au Centre des Monuments Nationaux de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les spécifications de l'accord-cadre, des bons de commande.

La signature du bon de livraison par l'agent réceptionnant la commande, ne vaut que pour acceptation de la livraison sous réserve de vérification des quantités et de la qualité des produits effectivement reçus.

La décision d'admission est prise par les ordonnateurs ou leurs représentants, qui disposent d'un délai de huit jours pour effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives.

Si aucune observation n'est formulée durant ce délai, l'admission est réputée acquise.

La gestion des incidents de livraison relève des services ayant passé la commande.

Rejet et remplacement des fournitures :

Le titulaire doit remplacer les livraisons rejetées dans un délai de huit jours à compter de la notification du rejet et enlever à ses frais, dans le même délai, la marchandise rejetée.

Passé un délai de deux mois, l'administration dispose librement des marchandises rejetées qui n'ont pas été reprises.

Indisponibilité des produits :

Dans le cas où le produit est indisponible chez le titulaire, le Centre des Monuments Nationaux aura la possibilité de se le procurer auprès d'un autre fournisseur.

ARTICLE – 10 ASSURANCE

Le Titulaire de l'accord-cadre doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations conclus sur la base du présent accord-cadre.

Tous les intervenants dans l'exécution des prestations, tels ses correspondants à l'étranger, demeurent sous la responsabilité du titulaire.

Les attestations doivent être remises dans le délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre par le titulaire et à tout moment lors de l'exécution de l'accord-cadre conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

ARTICLE 11 – MODIFICATIONS RELATIVE AU TITULAIRE

ARTICLE 11.1 – CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DU TITULAIRE

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le correspondant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 11.2 – CHANGEMENT DE CONTRACTANT EN COURS D'EXECUTION DU PRESENT ACCORD-CADRE

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 12.1 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE SANS FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

ARTICLE 12.2 – RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE POUR FAUTE DU TITULAIRE

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du Titulaire, sans mise en demeure préalable, notamment dans l'un des cas suivants :

- absence manifeste ou défaillance dans l'exécution d'un ou plusieurs bons de commande conclus sur le fondement de l'accord-cadre;
- méconnaissances des obligations contractuelles

ARTICLE 12.3 – CONSEQUENCES DE LA RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre emporte résiliation du ou des bons de commande conclu(s) sur la base de l'accord-cadre en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

ARTICLE 12.4 – RESILIATION DES BONS DE COMMANDE CONCLUS SUR LE FONDEMENT DE L'ACCORD-CADRE

Outre les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-FCS., les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre peuvent être résiliés pour faute du titulaire notamment si les engagements contractuels ne sont pas respectés ou en cas d'inexactitude des renseignements transmis dans le cadre de l'accord-cadre.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, la présente clause de réexamen a vocation à être mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur dès lors que les conditions d'exécution initiales de l'accord-cadre seraient amenées à évoluer ; tel serait notamment le cas :

- si des nouveaux formats d'impression devaient être ajoutés en cours d'exécution
- si la charte graphique de l'établissement devait évoluer

Le Titulaire de l'accord-cadre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du Pouvoir adjudicateur.

Lorsque les modifications susmentionnées sont à l'initiative du Pouvoir adjudicateur, elles sont prises sur simple décision et sont formalisées par un avenant. Le Titulaire ne peut s'y opposer.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation de l'accord-cadre, le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur un recours gracieux.

Tout recours contentieux, qui doit être précédé d'un recours gracieux du titulaire, est porté devant le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 15 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION SEMESTRIELLE

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), le titulaire de l'Accord-cadre doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code.

Lorsque le cocontractant est établi en France, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'une attestation de déclarations sociales et fiscales de moins de 6 mois

- d'un extrait K-bis de moins de 3 mois ou carte d'identification du Répertoire des Métiers

Lorsque le cocontractant est établi à l'étranger, la preuve de l'accomplissement de ces formalités devra être rapportée par la production :

- d'un document mentionnant son numéro individuel d'identification ou un document mentionnant son identité et son adresse ;

- d'un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;

- lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription.

Dans le cadre des obligations légales – tant des entreprises et du pouvoir adjudicateur - le Centre des monuments nationaux a souscrit à la plateforme en ligne E-Attestations, afin de simplifier et de sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme gratuite est simple d'utilisation ; elle permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité.

E-attestations permet de s'assurer que les opérateurs économiques remplissent les conditions de participation aux procédures de passation des marchés, qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

L'attention des candidats est attirée sur l'importance de la validité de l'adresse courriel transmise, qui servira pour les relances de la plateforme.

Le titulaire s'engage donc à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations prévues aux articles D 8222-5, D 8254-4 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

www.e-attestations.fr

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article 12 du présent AE-CCP.

ARTICLE 16 – CLAUSE DIVERSITE ET EGALITE PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

ARTICLE 16.1 – QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir au moment de la signature de l'accord-cadre le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution de l'accord-cadre.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution de l'accord-cadre si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre si marché pluriannuel, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant du pouvoir adjudicateur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 16.2 – DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent accord-cadre. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexés au règlement de la consultation (annexes 1 et 2).

ARTICLE 16.3 – COLLABORATION DU TITULAIRE EN CAS DE SIGNALEMENT

Une collaboration pleine et entière du titulaire est attendue en cas de signalement dans le cadre du dispositif mis en place par le CMN, de plainte, d'enquête ou de sanction disciplinaire qui viseraient un de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

A ce titre, le CMN demandera au titulaire la mise en place de mesures conservatoires durant l'enquête administrative, et se réserve le droit de demander au titulaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, la mise à l'écart temporaire ou définitive de l'agent concerné.

De la même manière, dans le cas où un personnel du titulaire serait lui-même à l'origine d'un signalement à l'encontre d'un agent du CMN, le CMN s'engage à mener les investigations adaptées à la situation, y compris une enquête administrative si nécessaire et à mettre en place les mesures conservatoires si celles-ci s'avèrent justifiées.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu de liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels le présent CCP déroge.